

Ces paysans qui cessent de labourer leurs champs

Une centaine d'agriculteurs sont aidés financièrement par la Région Bretagne et le fonds Livelihoods pour changer leurs pratiques. Résultat : ils utilisent moins de phytosanitaires et de fioul.

Séquestrer le carbone en abandonnant le labour, installer des couverts végétaux permanents, assurer une rotation diversifiée des cultures et diminuer les intrants... C'est la feuille de route pour restaurer la santé des sols et la biodiversité tout en réduisant les coûts de production et le temps de travail au champ.

« Sauf que ça ne se fait pas sans risque. Il y a des échecs et il faut du temps pour apprendre à travailler autrement, mais on y arrive », encourage Roland Hallégouët, de Guipavas (Finistère), l'un des pionniers de l'agriculture de conservation des sols en Bretagne. Lui ne laboure plus depuis quinze ans. « Les racines et les vers de terre ont remplacé les machines. »

Un partenariat « unique en France »

Un exemple à suivre pour les agriculteurs engagés depuis 2021 dans le projet Sols de Bretagne, soutenu par la Région Bretagne et le fonds Livelihoods.

Celui-ci est financé par de grandes entreprises (Danone, Hermès, Schneider Electric...) qui soutiennent des projets de transition agroenvironnementales dans le monde entier. Un partenariat public privé « unique en France » selon Jean-Pierre Renaud, brasseur à Groix (Morbihan) et cofondateur de Livelihoods.

Quatre ans après le lancement de l'opération, 93 agriculteurs bretons



Quentin Lebrun, cultivateur de céréales à Maël-Carhaix (Côtes-d'Armor) et Jean-Philippe Turlin, conseiller à la chambre d'agriculture de Bretagne, au milieu d'un champ de colza associé au trèfle et semé sans travail du sol.

PHOTO : DR

cultivant 10 000 hectares ont franchi le pas, accompagnés dans chaque département par un technicien de la

chambre d'agriculture. Ils touchent une prime de 80 € à l'hectare les cinq premières années (plafonnées à

7 500 €), puis 46 € les cinq années suivantes (plafonnées à 50 000 €). Au total, 575 000 € sont injectés chaque année pendant dix ans.

Quentin Lebrun cultive des céréales depuis 2018 à Maël-Carhaix (Finistère). « Depuis deux ans j'ai arrêté le labour. C'est juste du bon sens. Pendant des années, on est allé à l'encontre du fonctionnement naturel du sol. »

« 30 à 40 % d'économie au total »

« Cette agriculture-là n'est pas très éloignée du bio », estime Olivier Allain, conseiller régional, lors du bilan à mi-parcours, présenté début février, à Saint-Nicolas-du-Pélem (Côtes-d'Armor). L'utilisation des produits phytosanitaires a été réduite de 10 à 20 % et la facture de fioul allégée. « Au total, c'est 30 à 40 % d'économie pour l'atelier culture », selon la chambre d'agriculture.

Moins d'émission de carbone, moins de produits phytosanitaires. C'est ce que veut « le consommateur, donc la distribution et désormais les banques », témoigne Sophie Godet-Morisseau, directrice générale de Savencia (3,6 milliards de litres de lait transformés, 7,5 milliards de chiffre d'affaires). Et ce n'est pas juste pour le décor, c'est une demande très ferme. »

Laurent LE GOFF.